

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

PARIS ET BANLIEUE,

Un an, 8 fr. — Six mois, 4 fr.

Annonces, 20 cent. la ligne.

# L'ÉCHO DU PEUPLE

JOURNAL DES INTÉRÊTS MORAUX ET MATÉRIELS.

Gouverner c'est prévoir....

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

DÉPARTEMENTS,

Un an, 10 fr. — Six mois, 5 fr.

Annonces, 20 cent. la ligne.

BUREAUX : Aux Batignolles, 63, rue de la Paix.

Batignolles, 7 juin 1848.

AU CITOYEN P. S. PROUDHON, RÉDACTEUR DU *Représentant du Peuple* :

« Je ne vous connais pas, Monsieur, et pourtant j'éprouve pour vous et vos idées économiques une grande sympathie. Voilà pourquoi je vous adresse ces quelques lignes, écrites à la hâte, et qui n'ont d'autre mérite que d'avoir pour auteur un homme pratique, qui croit apprécier sainement la situation.

Il est évident, pour quiconque a examiné à fond la question financière, que l'Etat ne peut faire face aux besoins de toute nature dont il est assailli, et qu'avant quatre mois, il sera forcé de suspendre ses paiements, ni plus ni moins qu'un simple commerçant. Les ressources que s'est créées le Gouvernement depuis trois mois sont insuffisantes et n'ont pas résolu le problème. Tôt ou tard, on sera forcé d'en venir au *papier-monnaie*, et les hommes intelligents n'ont pas attendu jusqu'à ce jour pour comprendre qu'il y a nécessité urgente à suppléer le numéraire. Dans une société bien organisée, qui produit puissamment comme la nôtre, le numéraire est loin d'être d'une utilité absolue. La question, quand on se résout à créer ce qu'on est convenu d'appeler du *papier-monnaie*, est que l'émission ne dépasse jamais la garantie qui lui est affectée.

Jusqu'à présent, on a supprimé quelques impôts, on a trouvé le moyen d'en décréter d'autres ; on a si bien fait, en définitive, que la crise financière a redoublé d'intensité, et que le crédit de l'Etat est à deux doigts de l'abîme. Ce qui prouve que la science financière ne s'improvise pas, que des décrets plus ou moins bien rédigés sont impuissants à ramener la confiance et à produire des richesses, qu'on peut faire des articles dans les journaux sur le budget ou contre le budget, sans posséder les moyens de comprimer le monstre et de faire entrer des écus dans la poche de ceux qui n'en ont pas.

Vous verrez, Monsieur, qu'il ne sortira des élucubrations de l'Assemblée nationale inspirées par les idées éunuques des hommes qui sont au pouvoir, que des décrets bâtards et sans virilité. Bien des gens s'imaginent que quand la constitution sera faite tout sera dit. Je vous prédis que ces bonnes gens en seront pour leurs illusions, et que la société se remuera à l'étroit dans sa cage, comme par le passé, pareille à un oiseau qu'on a privé de sa liberté. Nous avons eu une vingtaine de constitutions politiques depuis soixante ans, toutes ont vécu ce que vivent les roses, non pas comme le croit M. Emile de Girardin, parce que la France a constamment manqué d'hommes capables qui les missent en œuvre, mais uniquement parce que dans aucune d'elles le problème économique n'avait été résolu. — Il consiste aujourd'hui à organiser le crédit sur des bases démocratiques, à mettre cet instrument de production à la portée de tout le monde, et quand il sera ainsi organisé, nous verrons après ce que deviendra ce grand mot : *l'organisation du travail*.

Or, Monsieur, le crédit démocratique ne peut être fondé qu'au moyen d'un *papier-monnaie*. Jamais le numéraire ne pourra jouer le rôle destiné à ce redoutable rival, par la raison qu'il est en insuffisante quantité et trop craintif. Dans une société de travailleurs comme la nôtre, d'où disparaissent à chaque instant les grandes fortunes et l'oisiveté, ce n'est pas deux milliards de capital circulant qu'il nous faut, c'est vingt milliards. Il viendra un jour où le commerce sera convaincu qu'il peut fort bien se livrer à toutes ses évolutions sans espèces sonnantes. Ce jour-là, et il n'est pas éloigné, l'argent sera expulsé du commerce. Pourvu que le papier, admis comme signe d'échange, ait une valeur réelle et garantie, le négociant sera satisfait. Ne marchons-nous pas d'ailleurs à ce résultat depuis que les billets de la Banque de France ont un cours forcé et que le remboursement en espèces est devenu un mythe ? On n'en a pas moins confiance en la Banque, bien que l'on sache que les garanties affectées à son *papier-monnaie* ne consistent pas en 350 millions de numéraire, mais pour la grande partie en billets en portefeuille et autres valeurs échangées ?

Ceci prouve que nous sommes mûrs pour la création d'un *papier-monnaie* qui satisfasse à tous les besoins nouveaux de la société. Je le répète, nous sommes à l'étroit faute d'un nouvel agent de circulation, d'un signe ou d'une représentation suffisante de la richesse et de la production sociales. Ce signe, il faut le créer et affranchir ainsi le travail de la tyrannie du capital.

Si nos récents hommes d'Etat s'étaient bien rendu compte de la portée sociale de la révolution de Février, ils n'auraient pas attendu l'initiative que leur donnent, de tous les bouts de la France, les faiseurs de projets ; ce qui prouve, pour le dire en passant, que la nécessité d'un nouvel agent de circulation est généralement sentie. Ils avaient une occasion magnifique de doter la démocratie française des instruments de travail qui lui manquent ; ils n'ont su faire qu'une chose : laisser échapper l'occasion, sans se douter que l'audace, en matière économique, comme en matière révolutionnaire, est souvent du génie.

Le génie consistant, pour le moment, à démocratiser le crédit, on ne peut y arriver que par la création d'une vaste institution nationale, ayant un capital de garantie considérable. Notez, Monsieur, que je ne dis pas *capital social*, parce qu'on entend habituellement par ces mots une somme en numéraire. Une institution comme celle dont je parle ne peut reposer sur le métal, base trop étroite et parfois chimérique, comme les porteurs de billets de la Banque de France en ont déjà fait l'expérience. Et puisque je parle encore de cet établissement, qu'il me soit permis de répéter que le portefeuille de la Banque est le véritable gage de ces billets. Ces billets étant dès lors et uniquement des moyens d'échanger des produits, le problème est résolu. Il s'agit d'organiser une institution nationale qui puisse émettre des billets en aussi grande quantité que les produits et valeurs de toute nature par elle possédés, sans que jamais ces billets puissent être remboursés en espèces. Le projet, Monsieur, d'une grande Banque nationale à la garantie de laquelle on affecterait les canaux, les chemins de fer, les biens de l'ancienne liste civile qui reviendront à l'Etat, ceux du domaine public, etc., etc., a déjà plusieurs fois été agité. Croyez que sa réalisation serait une bonne chose, à la condition toutefois que la quantité des billets que la Banque nationale émettrait, ne dépasserait jamais la garantie qui lui serait affectée. Est-ce que le besoin d'un vaste établissement de crédit n'est pas senti par tout le monde ? Et qui ne reconnaît que le principe organique de la Banque de M. d'Argout, est mauvais ? S'il n'est plus en rapport avec les idées et les besoins nouveaux, hâtons-nous donc de le changer et d'élargir le cadre dans lequel il fonctionne.

Les avantages qui résulteraient de la création d'une vaste institution nationale de crédit sont considérables. Permettez-moi d'en énumérer quelques unes.

La dette de l'Etat en rentes s'élève aujourd'hui à 250 millions. Quand il serait prudent de chercher les moyens de la diminuer, partant de diminuer les impôts, nos hommes d'Etat ne semblent tourmentés que du désir de l'augmenter. Ainsi, il est question de racheter des chemins de fer : vite, de la rente aux porteurs d'actions, et comme le paiement en rentes est coûteux, le projet d'expropriation a révolté tout le monde par sa lésinerie et ses iniquités. La création d'une Banque nationale eût permis de désintéresser équitablement les porteurs d'actions au moyen des billets de cette Banque, et tout le monde y aurait gagné.

On parle beaucoup de la création de bons *hypothécaires*, et il paraît même qu'un projet est sur le point d'être présenté sur cet objet à l'Assemblée nationale. On va donc élever autel contre autel, avoir deux établissements de Banque, deux sortes de papier ? Et si l'un est préféré du public, que deviendra l'autre ? — N'est-il pas plus simple qu'une seule et même institution soit autorisée à échanger ses contrats hypothécaires contre des billets par elle émis, et à augmenter par ce moyen son capital de garantie au fur et à mesure de ses opérations ?

Enfin, puisqu'on a fusionné les Banques départementales dans la Banque de France, ne voit-on pas que l'établissement d'un grand centre financier entraînerait des réformes productives,

par exemple, en donnant à lui et à des succursales créées dans tous les chefs-lieux, les attributions des receveurs particuliers et généraux ?

Mais le principal avantage de ce plan serait de mettre de suite à la disposition des travailleurs un ou deux milliards. Que voulez-vous que fassent les porteurs des billets qu'ils recevraient en échange de leurs actions et titres divers, sinon que de les utiliser au profit de l'agriculture, du commerce et de l'industrie ? Les bienfaits qui résulteraient pour la société de la création, jusqu'à concurrence de deux ou trois milliards, d'une valeur réelle représentant une partie de la fortune publique, sont incalculables. Une impulsion immense serait donnée au travail, affranchi désormais de la tyrannie du capital, et trouvant à bon marché les instruments dont il aurait besoin ; et c'est là peut-être la raison qui fait que ce vaste projet d'une Banque nationale n'a pas encore chance de se réaliser.

Agréez, etc.

L'ÉCHO DU PEUPLE.

## Quelle doit être la politique française à l'intérieur et à l'extérieur ?

Nous croyons que la véritable politique française à l'intérieur, est de poursuivre avec persévérance l'application, de plus en plus complète, de la fraternité, de la morale, à la société et à l'individu : à la société, par une organisation sociale de plus en plus chrétienne ; à l'individu, par des modifications progressives dans l'enseignement et dans la justice. Nous ne dirons pas que toutes les formes gouvernementales soient également propres à diriger la France dans cette voie de progrès, d'ordre et de véritable liberté : mais nous n'en croyons incapable aucune de celles qu'on pourrait essayer aujourd'hui. Comment se fait-il donc que toutes, depuis un siècle, s'y soient montrées impuissantes, lorsque la plupart d'entre elles avaient précédemment fonctionné dans des temps plus difficiles et sur des peuples moins disciplinés ? C'est que, dans tout pouvoir, il y a autre chose que la forme qui exécute, il y a l'esprit qui dirige : si l'esprit est en contradiction permanente avec la morale qu'il est chargé d'appliquer, il y a tiraillement, répulsion, puis mépris et lutte de la nation aux gouvernants. Il ne serait pas difficile, en effet, de prouver par l'histoire, que chaque gouvernement est tombé non parce que sa forme était essentiellement vicieuse, mais bien parce que, dans un certain nombre d'actes, il s'était mis en hostilité avec le sentiment moral de la nation. Tout pouvoir, au contraire, qui a reconnu et franchement adopté le sens national ; qui, en toute circonstance, a donné l'exemple du dévouement et du sacrifice, celui-là a toujours été fort, quelle qu'ait été sa forme.

Quant à notre politique extérieure, si nous considérons qu'il n'y a que deux modes de relations possibles entre les peuples, le droit et la violence ; que le droit peut exister seulement en vertu de principes communs ; que les seuls principes communs aux principales puissances du monde sont la morale chrétienne, nous sommes encore amenés à la reconnaître pour la base nécessaire de notre diplomatie. S'il en est autrement, cette diplomatie n'est plus que le jouet des événements qu'elle devrait maîtriser ; la ruse et la duplicité prennent la place de l'habileté et du savoir, et de grands, d'augustes intérêts se trouvent sacrifiés à de misérables avantages. La mission de notre nationalité est toute civilisatrice : sa politique ne peut donc rien avoir d'égoïste ou de mesquin. Quand un pouvoir le comprend ainsi, il est salué de l'admiration du monde entier, car les peuples sentent instinctivement que si la France venait à descendre au rang de puissance secondaire, on verrait aussitôt se dresser sur l'Europe la main sordide de l'oligarchie anglaise, ou le knout du Russe schismatique.

## Quelle sera la Constitution politique de la France ?

La commission chargée d'élaborer le projet de constitution a décidé à l'unanimité que la constitution politique de la France sera la république démocratique une et indivisible.



Le projet de constitution sera précédé d'une déclaration qui reconnaît, outre les droits antérieurs, le droit à l'éducation gratuite, au travail et à l'assistance.

La question du pouvoir législatif a été l'objet de longs débats. Il a été décidé qu'il n'y aurait qu'une seule chambre législative, composée de 750 membres.

Mais, au cas de révision de la constitution, l'Assemblée resterait composée comme elle l'est aujourd'hui, de 900 membres.

L'élection se ferait encore par département et par scrutin de liste.

Le pouvoir exécutif serait confié à un président, nommé par le suffrage universel direct, et par commune, pour quatre années sans réélection possible. Deux millions de voix au moins seraient nécessaires pour la nomination du président.

La commission n'a pris aucune résolution sur les attributions du président et des ministres.

J'entends crier autour de moi : « Ne sommes-nous pas libres ? — Est-ce que nous ne sommes pas en temps de liberté ? » — Eh ! sans doute, nous sommes libres ! Mais cette liberté, si chère à tous nos cœurs, la comprenons-nous tous comme elle doit, comme elle veut être comprise ? Faute de bien définir le mot, n'abusons pas de la chose, entendons-nous : la Liberté n'est pas la Licence. Parce que nous sommes citoyens, serons-nous pour cela libres d'agir comme des sauvages ou comme des brutes ? Pour que la liberté ne soit pas le don le plus funeste que Dieu ait pu faire aux hommes, il faut qu'elle soit conforme à l'ordre. — L'ordre et la liberté doivent être inséparables. Si nos actions font rougir la raison, nous souillons notre caractère d'hommes libres ; si nous commettons une injustice envers quelqu'un, nous usons moins de notre liberté que nous ne nuisons à celle d'autrui.

L'ordre dans la liberté ! voilà ce que nous devons vouloir ; hors de cette alliance fondamentale, il n'y a pas de route pacifique, sûre, populaire, où nous puissions nous engager, pressés que nous sommes cependant d'un si invincible besoin de pousser plus avant et d'atteindre un avenir meilleur. — Ce qu'il faut vouloir, c'est de déblayer le sol de la vieille politique, c'est l'oubli des querelles anciennes, des haines, des préventions. Car, aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin de conciliation, d'union, de force, pour que le progrès, sage et hardi, puisse atteindre les solutions réelles. Chaque fois que l'ordre sera troublé, chaque fois que nous rallumerons le flambeau de la discorde, la question sociale s'éloignera de sa réalisation et nous reculerons ce bien-être auquel nous aspirons tous. Laissons donc à ceux que nous avons nommés pour nous représenter le soin patient d'élaborer les projets qui doivent enfin réaliser l'amélioration du sort du peuple, ayons confiance en leurs lumières, laissons-les préparer le remède futur aux maux présents, et attendons avec confiance. On a bientôt détruit, mais il est si long et si difficile d'édifier ! Ayons foi en leur patriotisme, leur courage et leur dévouement, qu'ils achèvent l'œuvre qu'ils ont commencée, et que Dieu soutienne leurs forces jusqu'au bout. La France attend d'eux son salut ; la reconnaissance et l'appui de tous les bons citoyens ne leur feront pas défaut.

Quant à nous, sans crainte d'un passé tombé pour ne plus se relever, sans appréhension d'un avenir que le sentiment national, les besoins de l'époque, la loi du siècle veulent faire riche, industriel, moral et pacifique, nous condamnons partout la violence, l'injustice, le monopole, et nous serons toujours prêts à nous lever pour la défense des intérêts éternels et sacrés des nations comme des individus, l'association pour faire le bien, — l'ordre et la liberté, — le travail et la paix.

La Banque de France est dans une situation des plus périlleuses. Si l'Assemblée nationale ne vient pas promptement au secours de cet établissement, une liquidation est imminente. Le dernier compte rendu accuse 18 millions d'effets arriérés, 28 millions d'effets en souffrance, 11 millions également d'effets en souffrance pour les succursales ; et si l'on ajoute aux pertes qui résulteront nécessairement de cet arriéré, celles provenant des sommes engagées dans les fonds publics par les succursales, celles qu'éprouveront les prêts faits sur dépôts de fonds avant la révolution de Février, on se convaincra que la Banque est singulièrement menacée dans son existence. — Si l'on veut que cet établissement, qui a rendu des services incontestables au pays, sorte sain et sauf de la position difficile où la crise actuelle et les exigences du trésor l'ont poussé, il faut de suite aviser. — Le portefeuille a diminué depuis trois mois de plus de cent millions ; cela prouve que les affaires sont tout à fait suspendues. La Banque ne peut guère continuer à fonctionner que sous la condition

qu'on augmentera la quantité de billets qu'elle est autorisée à émettre. Cette émission elle-même ne peut avoir lieu, sans préjudice pour la Banque, qu'autant qu'elle reposera sur des garanties réelles, soit les chemins de fer, les canaux ou les domaines de l'Etat. — Si la Banque, au contraire, est considérée comme un établissement aristocratique, antipathique aux besoins nouveaux, eh bien ! qu'on le dise franchement. Peut-être qu'abandonnée à elle-même et dégagée de la pression du gouvernement, elle pourrait encore se relever. Mais nous déclarons hautement que si la situation précaire où elle se trouve se prolonge encore quelque temps, cette institution succombera sous la double étreinte de la crise commerciale et des exigences du trésor, et alors qui donc y gagnera ?

Nous appelons l'attention des représentants du peuple sur la pétition suivante adressée à l'Assemblée nationale par le directeur de la Prévoyance, associations sur la vie. L'objet qu'elle traite est des plus graves. Nous ne croyons pas, pour notre part, que le Gouvernement provisoire ait eu le droit de porter atteinte à 400,000 contrats loyalement stipulés, consentis sous l'empire de statuts autorisés. Après avoir protesté contre le décret, dont l'auteur de la pétition que nous transcrivons demande l'abrogation, les Compagnies d'assurances s'apprentent à résister à son exécution. Ces institutions populaires qui florissaient il y a trois mois, tout à coup arrêtées dans leur développement par une mesure impolitique, seront soutenues dans leur résistance par la clientèle innombrable de leurs souscripteurs, lésés dans leurs intérêts ; et il y a dans ce conflit, que le Gouvernement et l'Assemblée en soient convaincus, des germes de désaffection et de mécontentement qu'il importe de ne pas laisser se développer.

Nous estimons donc, qu'il y a lieu de revenir aux prescriptions statutaires, comme le demande l'auteur de la pétition :

Citoyens Représentants,

Un décret du Gouvernement provisoire, en date du 20 mars dernier, a prescrit aux établissements d'assurances mutuelles sur la vie de verser au Trésor les fonds provenant des souscriptions par eux recueillis. Je viens solliciter de votre sagesse la prompte abrogation de ce décret.

Les statuts autorisés depuis 1830 et sous l'empire desquels se sont formées, dans notre pays, les associations mutuelles sur la vie, exigent que les fonds des souscripteurs soient dans les huit jours, au plus tard, convertis en rentes sur l'Etat. C'est en grande partie à ce mode d'emploi que le principe éminemment social de l'assurance sur la vie, doit de s'être rapidement développé et d'avoir rallié 400,000 familles aux idées de prévoyance et d'avenir. Les conditions et les garanties du placement défiaient les préjugés et sollicitaient la confiance publique, si bien que dans le cours de 1847, les divers établissements ont pu recueillir près de cent millions de souscriptions et que les capitaux engagés dans les associations de survie atteignent aujourd'hui le chiffre énorme de quatre cents millions de francs.

Grâce à l'emploi des fonds en rentes, la commotion si inattendue et si profonde du 24 février avait été impuissante à paralyser l'essor imprimé aux opérations d'assurances mutuelles sur la vie. Les souscripteurs se hâtaient de profiter du bas prix des fonds publics, les uns pour améliorer leur position et rétablir l'équilibre des associations par une compensation légitime, les autres pour ajouter aux produits de la mortalité ceux provenant du bon marché de la rente. Mais le décret du 20 mars, en changeant la destination des fonds, est venu brusquement suspendre nos opérations ; personne n'a voulu, en l'absence des garanties offertes par l'Etat, souscrire des engagements à long terme, et les souscripteurs ont refusé d'acquiescer leurs annuités par la raison, qu'on leur donnait une destination autre que celle stipulée par les contrats et les statuts. Ainsi s'est trouvée tarie une source de produits abondants pour les caisses publiques ; et si une situation aussi fâcheuse se prolonge, les associations devront infailliblement succomber et se dissoudre ; le grand principe des assurances sur la vie sera peut-être frappé au cœur.

Citoyens Représentants, la raison et l'équité exigent que vous apportiez promptement un remède à un état de choses préjudiciable aux intérêts de 400,000 familles. Abrogez un décret insuffisamment mûri qui, loin d'attirer les capitaux dans le trésor public, les en a presque entièrement éloignés. Faites que nous puissions rentrer dans la légalité, et en nous conformant aux prescriptions des statuts, exécuter loyalement des conventions loyalement stipulées.

Un moyen s'offre d'ailleurs de satisfaire à la fois les besoins du Trésor et les exigences légitimes des souscripteurs : décrêtez qu'ils recevront en échange de leurs capitaux, versés directement dans les caisses publiques, des titres du dernier emprunt national au cours du jour. Nous garantissons que les encaissements reprendront bientôt leur cours normal, s'ils ne le dépassent. Et quand on songe, Citoyens Représentants, que 30 millions de francs au moins peuvent arriver annuellement à l'Etat par l'intermédiaire des compagnies, on ne saurait trop se hâter d'adopter la mesure que nous vous proposons. Soyez convaincus qu'en l'adoptant, l'Assemblée Nationale s'élèvera dans l'estime publique : protectrice d'institutions populaires, elle donnera une haute idée de son respect du droit et de son intelligence des véritables intérêts du pays.

Salut et fraternité.

Le Directeur-Général de la Prévoyance,  
F. DEBRAY.

On nous adresse la lettre suivante que nous insérons avec plaisir.

MONSIEUR LE RÉDACTEUR,

Dans une époque comme celle-ci, où les questions sociales dominent toutes les autres, il est du devoir de tout citoyen de contribuer, suivant ses moyens à l'érection du grand édifice que nous voulons bâtir. La presse étant le chantier dans lequel travaillent les ouvriers du grand œuvre, j'ai pensé qu'elle ne me refuserait pas de venir y travailler ma pierre, ou mon moellon ; si le mot de pierre est trop prétentieux pour un ouvrier de ma sorte.

De toutes ces questions, la plus importante et la plus difficile à ré-

soudre est celle de l'organisation du travail. Pour moi, ce problème se trouve résolu dans Fourier et dans Mathieu Briancourt ; mais comme je ne veux pas passer pour un utopiste, je crois devoir exposer en quelques lignes ce qui me paraît aujourd'hui le plus praticable et le plus propre à mettre un terme aux prétentions injustes, tant des maîtres que des ouvriers.

Je commencerai par exposer un fait qui s'est passé à Paris il y a quelques années, et qui, s'il eût été plus connu, aurait certes trouvé de nombreux imitateurs.

Un entrepreneur de peinture en bâtiments (1), philanthrope éclairé, proposa à ses ouvriers une association dont les bases étaient, je crois, celles-ci : Le prix de revient de chaque nature d'ouvrage étant déterminé, et cela, d'après des tarifs connus, le patron devait retirer d'abord son bénéfice ordinaire, supposons-le égal à un dixième ; maintenant, si ces ouvriers, par un travail plus assidu, pouvaient abaisser ce prix de revient, le bénéfice en résultant devait être partagé dans une certaine proportion entre le maître et les ouvriers.

Il résulta de là que chacun travailla avec plus d'ardeur, puisque son salaire devait croître dans la proportion de son travail ; et il en résulta de plus qu'il n'y eut dans cet atelier que de bons ouvriers ; car, si vous en supposez plusieurs occupés dans le même bâtiment, n'est-il pas clair que si l'un d'eux ne travaille pas, il sera gourmandé par ses camarades, auxquels sa paresse porte préjudice ; il faudra donc qu'il travaille ou qu'il quitte l'atelier, et dans ce dernier cas, il ne manquera pas d'être remplacé par un bon ouvrier, tenté par l'espoir d'une rétribution juste et suffisante. Or, quel est le bien qui, dans ce cas, unit le maître et l'ouvrier ? C'est la solidarité d'intérêts, l'association libre du capital (de la part du maître), du travail et du talent (de la part de l'ouvrier).

Je crois que si un pareil système d'association était introduit dans l'industrie, on ne verrait pas, comme aujourd'hui, des ouvriers demander un salaire hors de proportion avec le prix du travail. Et que l'on ne vienne pas m'objecter que si, dans le cas que je viens de citer, l'ouvrier est presque entrepreneur, il peut également le devenir par le marchandage. Qui ne sait que le marchandage est une des plaies qui tuent la classe ouvrière ? qui ne sait que par le marchandage, les travaux passent dans trois ou quatre mains, qui, toutes, prélèvent un bénéfice sur la dernière qui entreprend ? D'où il suit que le bénéfice légitime de l'entrepreneur primitif se trouve d'abord réalisé sans bourse délier, ce que le devis n'avait pas prévu, et que ce bénéfice s'élève quelquefois à un cinquième et au-delà en passant dans les autres mains ; de sorte que le véritable ouvrier, celui qui a tout fait, est dans cette alternative, ou de se ruiner, ou de mal faire : dans le premier cas, il perd fortune, travail et santé ; dans le second, celui qui a mis en œuvre est trompé, surtout si, comme il arrive trop souvent, l'architecte prête les mains à la fraude.

Or, ce mode d'association peut, je crois, se généraliser. Ainsi, je suppose un propriétaire d'un domaine de cent mille francs, duquel il retire de produit net 3,000 fr. Maintenant, je suppose que ce propriétaire ait un basse-courier intelligent, auquel il fasse, ainsi qu'à ses autres domestiques, la proposition suivante : « Associons-nous ; je laisse vos gages respectifs tels que ; mais si vous cultivez ma propriété d'une manière convenable, après avoir retiré les 3,000 fr. qu'elle me rapporte annuellement, s'il y a du surplus, il sera partagé entre nous dans la proportion suivante : un tiers pour moi, et les deux tiers restants pour vous, au prorata de vos gages. »

Croyez-vous que ce basse-courier, ce laboureur, et tous ces domestiques n'apporteront pas plus de soins dans l'exercice de leurs fonctions ; croyez-vous qu'il y aura besoin d'autant de surveillance qu'aujourd'hui ? Le laboureur approchera sa charrue le plus près possible des haies, l'enfoncera plus profondément ; le fumier sera bien épanché, on n'en perdra point ; le berger aura soin de ne pas laisser manger les blés en herbe, et de tout ainsi.

Je me contente de signaler les points principaux, sans chercher à entrer dans des développements, d'abord parce que d'autres l'ont dit avec plus de talent que moi, et ensuite parce que je n'ai ni la force ni l'envie de faire un livre : je n'ai voulu qu'être utile à mes concitoyens, et serai trop heureux, si même dans une très petite mesure, j'y ai réussi. Enfin, Monsieur le Rédacteur, pour vous prouver qu'à défaut de talent j'ai du moins de la modestie, je vous prie de me permettre de signer cet article du simple nom de :

UN OUVRIER.

## ASSEMBLÉE NATIONALE.

Ont été nommés, dans la séance du 5 juin :

Président : M. SÉNARD.

Vice-Présidents : MM. BETHMONT,

MARRAST,

CORBON,

CORMENIN,

PORTALIS,

LACROSSE.

Secrétaires : MM. E. LAFAYETTE, — LANDRIN et BÉRARD.

M. Recurt, ministre de l'intérieur, a demandé à l'Assemblée nationale cinq cent mille francs pour les fonds secrets. — Sous la monarchie, c'était au roi seul que le dispensateur de cet argent en rendait compte. Aujourd'hui, à qui rendra-t-on compte de ce qui a été dépensé depuis le 24 février ? Sans doute à l'Assemblée nationale, qui exerce l'autorité souveraine. Mais pourquoi met-on tant de délai à solder l'arriéré des actes ministériels ? La discussion du projet de décret, soumis par M. Recurt, fournira sans doute l'occasion de revenir là-dessus. Attendons.

Un autre projet de décret, relatif aux attroupements, a été présenté par le ministre de l'intérieur. — Nous en dirons quelques mots prochainement. Au lieu de faire tant de lois, il serait mieux de faire exécuter celles qui existent.

Serait-il vrai que mardi 30 mai ait paru au ministère de l'intérieur un arrêté qui suspend jusqu'à nouvel ordre les appointements de tous les nouveaux employés nommés par M. Ledru-

(1) Le citoyen Leclair, rue Saint-Georges, 9.



Rollin, en remplacement d'anciens serviteurs remerciés ou mis à la retraite ?

Serait-il vrai que le même arrêté institue une commission d'examen chargée de constater l'aptitude de tous les nouveaux venus placés dans les bureaux de l'intérieur aux appointements immédiats de 2 à 3,000 fr., par la main protectrice de M. Ledru-Rollin, le républicain de la veille, l'ennemi déclaré de tous les autres ?

Est-il vrai qu'à son arrivée au ministère M. Recurt a constaté que le budget actuel du personnel de l'intérieur s'élevait à 40,000 francs de plus que la somme dépensée, pour le même usage, sous l'ancien régime ?

Si cela est exact, on ne saurait trop louer M. Recurt de l'acte d'énergie qui permettra de constater l'esprit d'équité et de sage économie dont a fait preuve, dans sa courte administration, l'ancien ministre, aujourd'hui membre du pouvoir exécutif.

On nous affirme que parmi les créatures de M. Ledru-Rollin, l'en est une qui fait honneur au tact et à la perspicacité de son protecteur. Placé en qualité de rédacteur à 2,800 fr. dans les bureaux du ministère, ce brave homme demandait l'autre jour par écrit à un fournisseur : *catres ancriers* pour le service du *burro*. En travaillant un peu, ce citoyen pourra faire un excellent préfet... Pourquoi non ? On a bien vu des commissaires qui ne le valaient pas, quoique plus forts en orthographe !

### Origine et progression de la dette publique en France.

L'origine de cette dette remonte aux premiers règnes de la troisième race, alors que les rois, luttant contre la féodalité, obligés de solder les seigneurs attachés à leur cause, et n'ayant toutefois qu'un revenu insuffisant, furent obligés de recourir aux emprunts. Louis-le-Jeune, et avant lui Philippe-le-Bel (1285), trouvèrent, en arrivant au trône, le trésor grevé de pensions et de rentes viagères et perpétuelles dont l'origine se perd dans le cours du XIII<sup>e</sup> siècle et peut-être aussi du XII<sup>e</sup>. Philippe-le-Long n'imagina rien de mieux ; pour les éteindre, que de supprimer les premières et d'affecter au paiement des secondes le produit des confiscations foncières et immobilières. Nonobstant ces sages précautions, sous le roi Jean, les malheurs du temps l'obligèrent de suspendre le paiement de la dette publique.

Sous Charles V, en 1372, cette dette montait déjà à 8,040,000 fr. de notre monnaie. Sous ses successeurs, elle s'éleva bien plus haut. A diverses reprises, les états-généraux prirent les plus sages mesures pour empêcher cet accroissement, mais ces mesures furent toutes inefficaces. François I<sup>er</sup>, pour subvenir aux immenses dépenses de ses expéditions à l'étranger, créa, en différentes fois, pour 720,000 fr. de rentes de notre monnaie actuelle de l'Hôtel-de-Ville de Paris, genre d'emprunt inconnu avant lui. Les règnes de ses successeurs ne furent qu'une suite continuelle d'emprunts. Henri II laisse en mourant une dette exigible de 136,000,000 fr. et de 4,544,000 fr. de rentes constituées sur les villes, ou hypothéquées sur les revenus de l'Etat. Sully ramena l'ordre dans les finances ; mais après la mort d'Henri IV, les seigneurs mirent le trésor public au pillage, et les pensions, qui avaient été réduites à six millions, montèrent à dix-huit au bout de quelques mois.

Richelieu, en mourant, laissa l'Etat chargé de 129,000,000 fr. de rentes et de 12,000,000 fr. de pensions. A la mort de Louis XIV, l'ensemble de la dette publique représentait un capital de plus de quatre milliards ; cette dette fut éteinte par le papier de Law, mais le discrédit rapide de ce papier en créa une nouvelle de trois milliards. Sous Louis XV, l'abbé Terrey, en 1770, estimait la dette de l'Etat à 274,000,000 fr. de rentes, et la monarchie aux abois fut réduite à une honteuse banqueroute. Mazarin en avait déjà donné l'exemple en suspendant pour un an le paiement des rentes et en annulant pour 116,000,000 fr. de valeurs dans les mains des créanciers de l'Etat.

La Convention ne fit que suivre les exemples de la monarchie depuis Mazarin, lorsqu'elle réduisit au tiers toutes les dettes du trésor.

### FAITS DIVERS.

M. Adam, adjoint au maire de Paris, vient de prendre un arrêté par lequel une enquête de vingt jours est ouverte à l'Hôtel-de-Ville, bureau des ponts et chaussées, et à la sous-préfecture de Saint-Denis, sur le projet d'établissement d'un chemin de fer sous les buttes Montmartre.

Les élections des officiers de la garde nationale sont terminées depuis longtemps. Comment se fait-il que dans la banlieue les chirurgiens, les aides-majors ne soient pas encore nommés ? Comment se fait-il que les conseils de discipline, dans plusieurs bataillons, ne fonctionnent point ? Il résulte de cet état de choses que beaucoup de citoyens se dispensent de monter la garde, et que le service pèse tout entier sur les hommes de bonne volonté. Cela n'est pas juste ; chacun doit prendre sa part des charges communes.

La nouvelle de la démission de M. Droux, maire des Batignolles, ne s'est pas confirmée. Nous espérons que cet honorable citoyen restera longtemps encore à la tête d'une administration où il a fait preuve de zèle, de dévouement et de capacité.

Par délibération en date du 1<sup>er</sup> de ce mois, le conseil municipal de la ville des Batignolles-Monceaux a rapporté l'arrêté du 5 mai dernier, relatif à la perception du droit d'octroi sur la viande. Ce droit continuera à être perçu sur le même taux que précédemment, à partir du 6 juin.

Le 4<sup>e</sup> bataillon de la 2<sup>e</sup> légion de la garde nationale de la banlieue se réunira dans un banquet patriotique et fraternel, dimanche prochain, 11 du courant, à quatre heures précises, à la gare du chemin de fer de Rouen, rue Truffaut, aux Batignolles. Les conseillers municipaux, les officiers civils et tous les citoyens qui ne font pas partie de la garde nationale pourront y assister, en souscrivant d'avance à la mairie.

Par un ordre du jour, en date du 3 juin, le citoyen d'Alton-Shée, colonel de la 2<sup>e</sup> légion de la banlieue, informe les gardes nationaux que sa santé est rétablie, qu'il reprend le commandement de la légion, et qu'il passera prochainement la revue partielle des bataillons respectifs.

Nous voyons avec un profond sentiment de dégoût des affiches apposées sur les murs de la capitale et de la banlieue, signalant à la haine publique des citoyens honorables qui ont le tort immense de ne pas partager la manière de voir d'autres citoyens. Où allons-nous, grand Dieu ! si chacun de nous n'a pas le droit d'exprimer son opinion sans risquer d'être signalé publiquement comme suspect ?

Nous avons vu aussi, et non pas sans être affligés, des hommes occupés ces deux derniers jours à effacer les noms de MM. Thiers et Émile de Girardin sur les listes des candidats à la Représentation nationale.

Nous avons entendu des crieurs publics proclamer dans les rues que ces deux citoyens étaient rayés et retiraient leur candidature. Où ces crieurs avaient-ils pris le mot d'ordre ? Cette façon d'agir est certainement beaucoup plus expéditive que de rayer des noms ; mais il faut avouer que c'est étrangement comprendre les mots de *liberté* et de *fraternité*.

Parmi les officiers et sous-officiers mis à l'ordre de l'armée pour leur belle conduite lors de la rébellion qui a eu lieu dernièrement à la caserne du 9<sup>e</sup> régiment de hussards, à Arras, nous avons remarqué avec plaisir le nom d'un enfant de Paris, Eugène Vassel, âgé de vingt-deux ans, maréchal-des-logis chef dans ce régiment, et dont la famille habite les Batignolles.

Ce jeune sous-officier, seul, a tenu tête à quarante hommes égarés et menaçants. Son attitude ferme et énergique, son sang-froid en présence du danger, ont prévenu une fâcheuse collision. Au moment où un groupe se portait hostilement contre quelques officiers, Eugène Vassel s'élança... « Arrêtez ! s'écrie-t-il avec force, voulez-vous vous déshonorer, malheureux ! Au nom de la République et de l'honneur, je vous ordonne de vous retirer ! » et saisissant au collet le plus mutin de la bande, il lui retire son sabre et le conduit lui-même à la salle de police aux yeux de ses camarades interdits.

Tout récemment déjà, à Amiens, Eugène Vassel avait réprimé par son courage et la fermeté de son caractère une tentative de désordre, ce qui lui valut des éloges de la part de l'inspecteur-général aux revues. — Espérons que la récompense si bien méritée ne se fera pas longtemps attendre. Le ministre de la guerre l'a promis, et dans des cas pareils, Napoléon, qui aimait la discipline et les natures de trempe exceptionnelle, Napoléon ne promettait pas, il donnait sur l'heure. Ainsi s'explique l'irrésistible prestige qu'il exerçait sur l'armée.

Parmi les débris glorieux de l'empire, au nombre de 4,000, qui figuraient à la cérémonie commémorative de la mort de l'empereur, se remarquait entre tous le capitaine Grabowski, Polonais, âgé de 102 ans, qui, avant d'assister à toutes nos batailles depuis 1800 jusqu'en 1815, avait commencé par servir sous Stanislas-Auguste et Louis XV. Le capitaine portait l'uniforme à plastron blanc et bicorne du temps consulaire, avec bottes à revers. Malgré son grand âge, il marchait le corps droit, sans soutien, et s'appuyant légèrement sur une canne. Tous les regards étaient fixés sur ce soldat centenaire.

### VARIÉTÉS.

#### Histoire d'une culotte de velours.

Ceci n'est pas un conte, et la recette n'est pas nouvelle. Le premier qui en fit l'essai fut un homme de beaucoup d'esprit, et, comme on va le voir, elle réussit à merveille.

L'abbé de Bernis était d'une naissance illustre, mais d'une très mince fortune ; aussi végétait-il fort tristement au séminaire de Saint-Sulpice. Un autre abbé, qui n'était ni plus riche ni guère moins spirituel, languissait dans la même maison. Tous deux se lièrent d'amitié. L'abbé Montazet et l'abbé de Bernis devinrent Oreste et Pylade. Rien n'était à l'un qui n'appartint à l'autre ; mais ce rien n'était effectivement que rien, et ils ne rêvaient qu'au moyen d'en faire quelque chose. Une nuit que M. de Bernis rêvait à ses projets, il rêva poésie, et fit ces vers :

Ainsi qu'Hébé, la jeune Pompadour

A deux jolis trous sur la joue,

Deux trous charmants, où le plaisir se joue,

Qui furent faits par la main de l'Amour.

L'enfant ailé, sous un rideau de gaze

La vit dormir et la prit pour Psyché.

Qu'elle était belle ! à l'instant il s'embrase,  
Sur ses appas il demeure attaché ;  
Plus il la voit, plus son délire augmente,  
Et, pénétré d'une si douce erreur,  
Il veut mourir sur sa bouche charmante,  
Heureux encor de mourir son vainqueur !

Enchanté des roses nouvelles  
D'un teint dont l'éclat éblouit,  
Il les touche du doigt, elles en sont plus belles ;  
Chaque fleur, sous sa main, s'ouvre et s'épanouit ;  
Pompadour se réveille et l'Amour en soupire ;  
Il perd tout son bonheur en perdant son délire,  
L'empreinte de son doigt forma ce joli trou,  
Séjour aimable du sourire  
Dont le plus sage serait fou.

La pièce écrite fort proprement fut envoyée à son adresse de très bon matin. — Elle reçut un accueil favorable et le poète fut peu de temps après invité à dîner chez la favorite. Aussitôt, il va trouver son ami Montazet. « Mon ami, lui dit-il, réjouis-toi, notre fortune est faite. Tiens, lis ce billet de madame de Pompadour. Je dîne chez elle ce soir. — Tu te flattes, mon pauvre Bernis, une lettre d'invitation n'est pas une feuille de bédéc. — Bah ! bah ! l'une mène à l'autre ; laisse-moi faire. Commence en attendant à sortir notre culotte de cérémonie. »

Le soir arrivé, M. de Bernis passe le vêtement dont il partageait la propriété exclusive avec son ami, et se rend au palais. Il y parut avec tous les charmes d'une jolie figure et d'un esprit aimable, il enchantait la société et M<sup>me</sup> de Pompadour. Après le repas, elle proposa la partie d'écarté. L'abbé refuse. « Je sais, dit-elle, qu'un séminariste n'a pas la bourse bien garnie, mais je serai de moitié avec vous, je serai même de tout, car je suis fort aise de vous garder un peu plus longtemps. »

Impossible ! reprend-il, et il accompagne ce refus d'un sourire qui annonce une arrière-pensée. M<sup>me</sup> de Pompadour veut le savoir, elle insiste, elle ordonne. — Vous le voulez, madame ? Eh bien ! daignez abaisser vos grands yeux sur cette culotte de velours. — Je ne comprends pas, dit-elle en rougissant. — Hélas ! madame, ce vêtement ne m'appartient pas ; l'abbé de Montazet en a la moitié ; elle est à nous deux. Quand je sors, il garde la chambre ; quand il sort à son tour, je lui cède la culotte, je reste au séminaire ; il a pour ce soir une visite essentielle, je lui ai promis de rentrer avant huit heures ; ainsi, vous voyez, M<sup>me</sup> la marquise, que je ne saurais, sans trahir l'amitié, profiter de vos bontés plus longtemps. Voilà une bonne folie, dit en riant M<sup>me</sup> de Pompadour, allez, mon cher abbé, et dites à votre ami que vous aurez bientôt de quoi acheter chacun une culotte.

Le lendemain, ils reçurent l'un et l'autre un brevet de mille écus de pension, et comme il n'y a dans la carrière de la fortune que le premier pas qui coûte, l'un partit pour l'archevêché de Lyon, l'autre pour devenir cardinal. Voilà comment une culotte de velours fit la fortune de deux hommes, quelques quartiers de noblesse et quelque esprit aidant.

### Les Formules. — Ce qu'on dit et ce qu'on pense.

Dans la société hypocrite et menteuse que la civilisation nous a faite, la palme est à ceux qui savent mieux cacher le vide de leur cœur, la sécheresse de leur âme sous des paroles onctueuses et caressantes. Autrement, il faut, pour mériter un brevet de savoir-vivre, se conformer, dans ses relations, à des formules tracées d'avance, qui varient selon les personnes auxquelles vous vous adressez, mais qui ne doivent jamais varier dans la manière de s'en servir.

Le hasard jette sur votre passage un homme qui vous déplaît, que vous ne pouvez voir en face ; il vous aborde, vous causez avec lui, et, en le quittant, vous lui dites : *Au plaisir de vous revoir !* et au fond du cœur, vous vous écriez : « Le diable t'emporte, maudit animal ! »

Et le style épistolaire ! C'est là où les formules varient au plus grand profit du mensonge et de la fausseté.

Ainsi tenez-vous pour avertis, vous tous qui sollicitez ; n'oubliez pas le *profond respect* avec lequel vous avez l'honneur d'être les très humbles et très obéissants serviteurs.

A des supérieurs moins élevés dans l'échelle sociale, vous donnez l'assurance de vos *sentiments les plus distingués* ; et les sentiments ne sont bien souvent que de la haine et du mépris.

A votre égal, vous adressez l'expression de votre *considération*, même quand vous le considérez comme un drôle et un faquin.

Votre bien dévoué, écrivez-vous à une connaissance ; qu'elle vienne une heure après vous emprunter 20 fr., vous serez sans le sou et vous lui ferez défendre votre porte.

C'est comme le *tout à toi* d'un ami ; il est *tout à vous*, en effet, tant que vous avez de l'argent dans votre bourse ; tant que vous le faites participer gratis à l'esprit de votre conversation, à la gaieté de votre caractère, à votre loge au spectacle, au vin mousseux de votre table ; mais que tout cela vous manque, et vous verrez la figure de l'ami qui est *tout à vous* !

La seule formule à laquelle je crois est celle qui termine toutes les lettres de grisettes : *Amour pour la vie !* quand elles le disent, au moins elles le pensent, et quelquefois elles le prouvent.

### Le Mot et la Chose.

Le mot est le signe de la chose.

L'homme qui écrit bien est celui qui trouve constamment le mot qui représente le mieux la chose.

Quand le mot est en deçà de la chose, le style est faible et pâle.

Dans le langage des passions, le mot va souvent au delà de la chose. Dans les traits d'esprit, il y a presque toujours sur le mot un peu plus que la chose.

Les petites choses se cachent ordinairement sur les grands mots.

L'homme raisonnable a toujours plus d'égard à la chose qu'au mot. C'est le propre de l'esprit de parti de s'obstiner à voir sous le mot autre chose que la chose.

Il y a des gens qui trouvent plus aisément la chose, d'autres sont plus habitués à attraper le mot.

Etrange bizarrerie de l'esprit humain ! De deux mots qui expriment la même chose, pourquoi l'un est-il décent, et l'autre malhonnête ?

Un écrivain est heureux d'avoir des lecteurs d'esprit quand il ne peut dire les choses qu'à demi-mot.

### TRIBUNAUX.

#### Justice de Paix de Neuilly.

LE RELIEUR.

M. Jobin, honnête rentier, orné d'une perruque à frimats, et d'un nez fort rouge, est cité par son relieur devant la justice de paix, en paiement d'une facture de 32 fr.



Jobin. — Je ne paierai point... Je ne suis pas assez chose pour payer cette facture-là... Au contraire, c'est moi qui demande des dommages...

Le juge. — Reconnaissez-vous que le demandeur a travaillé pour vous ?

Jobin. — Joli travail ! Je lui en ferai mon compliment un de ces jours, quand il repassera ; c'est du propre... En vérité, je ne comprends pas l'audace de ce citoyen ; c'est comme si, après m'avoir jeté un pot de fleurs sur la tête, il demandait une indemnité pour la casse. Il faut en rire ; permettez-moi d'en rire.

Le juge. — Mais enfin que lui reprochez-vous ?

Jobin. — Voici le fait : Je suis abonné au *Corsaire* depuis cinq ans, cette feuille me plaît, elle est fort gaie, je suis fort gai, nous sommes faits l'un pour l'autre. (Rires.) Un jour, il me prit l'envie de faire relire ma collection ; j'ai eu l'imprudence de la confier à cet être. (Il montre son adversaire), ça s'intitule relieur ça... si ça ne fait pas suer... Faites des bottes de foin, mon cher... reliez des asperges... mais des livres, pas souvent ! (On rit.)

Le juge. — Modérez-vous, et n'insultez personne.

Jobin. — C'est vrai, je m'exalte, j'ai tort... Je reviens au fait : ce délicieux relieur... C'est écrit sur sa boutique, parole d'honneur : M. D... relieur... enfin, ce délicieux relieur me garde ma collection trois mois, premier grief. Je continue ; au bout de ce laps, il me la rapporte reliée, à ce qu'il disait ; j'examine la fourniture, au dehors, ça pouvait encore passer... mais voilà que je m'avise d'ouvrir un volume (élevant la voix). Oh ! grands Dieux ! que vois-je ! pas de marge ! pas la plus petite marge... Bien mieux, l'impression même était rognée ; l'instrument tranchant avait mordu presque toutes les colonnes.

Le relieur. — C'est faux.

Jobin. — Ah ! c'est faux... je suis enchanté que vous ayez dit ça... J'ai ici la preuve, j'ai apporté un volume de ma malheureuse collection. (Au juge). Vous allez voir dans quel état il l'a mise... et si ça ne crie pas vengeance... Tenez, je vais vous citer des exemples sur différentes divisions du journal. Commençons par la politique ; je lis page 30 : « Le gouvernement marchera toujours mal avec un cor... » (On rit.) Il y avait : « avec un cortège de flatteurs. » Mais ce n'est rien encore ; passons à la politique extérieure ; je lis page 203 : « En ce moment la Grèce doit... » (Hilarité.) Je vous demande pardon du calembourg... Monsieur a rogné la suite : « La Grèce doit... veiller à ses intérêts. » j'arrive à l'article théâtre et je trouve : « La voix de mademoiselle C... est tous les jours en progrès, c'est la voix d'une si... » (Rires.) Le reste est coupé... « La voix d'une sirène. » Je termine par deux autres citations... Dans un article de modes on peut lire : « Le salon de Modes, rue de la Chaussée-d'Antin, n. 20, est toujours cité pour ses cha... » (Grande hilarité.) Sous-entendu « peaux ». Et enfin dans un article de critique littéraire, je vois « Madame George Sand vient encore de mettre au jour un petit vo... » (Explosion de rires.) La fin manque... l'auteur a voulu dire : « volume ». (On rit.) Je crois n'avoir pas besoin de vous en dire davantage, et vous comprendrez maintenant pourquoi je refuse de payer, à Monsieur, le montant de sa facture. Quant aux dommages-intérêts auxquels j'aurais droit... eh bien, voyons, je suis généreux, j'y renonce ; (avec éclat) j'y renonce ! (On rit.)

La demande du relieur est repoussée.

## POÉSIE.

## Douleur !

Le bonheur est-il sur la terre ?  
Le plaisir comme la douleur,  
Et la richesse et la misère,  
Et le chène immense et la fleur,

La gloire, les honneurs s'effacent comme un songe.

Le bonheur n'est point ici bas ;  
L'amour même n'est qu'un mensonge ;

Un véritable ami ne se rencontre pas.

Oh ! non ! soyez puissant, une foule empressée

Humblement baise vos genoux.

Vils courtisans ! race insensée !

Dans le malheur ils s'éloignent de vous.

Ils restent froids à vos alarmes ;

Pas un pour vous serrer la main !

Pas un qui partage vos larmes,

Eux qui, la veille encor, partageaient votre pain !

Si votre cœur à la tendresse

Vient à donner accès un jour,

La femme que vos bras pressent avec ivresse,

Dans vos bras rêve un autre amour.

Laissez-moi ma douleur, laissez-moi ma tristesse ;

Mon pauvre cœur est plein de fiel ;

A chercher le bonheur j'ai perdu ma jeunesse.

On trompe sur la terre, et l'on n'aime qu'au ciel ?

HONORÉ ARNOUL.

## La Femme du Lépreux.

FRAGMENT.

« Oh ! viens ! j'aime à te voir assise à mes genoux,

Me parlant du regard avec tes yeux si doux,

Et pressant ma main dans la tienne !

Viens ! je ne souffre plus ; viens femme du Lépreux,

Car ton souffle embaumé caresse mes cheveux

Comme une fée aérienne !

« Ange béni ! pourquoi t'attaches à mon sort,

Quand sous un mal hideux, plus cruel que la mort,

Ma riante jeunesse plie ?... »

Pourquoi mêler les fleurs de ton printemps si pur,

Et les rayons dorés de ton beau ciel d'azur,

Aux noirs orages de ma vie ?... »

« Pourquoi ne pas quitter pour un monde enivrant,

La chambre ténébreuse et le lit d'un mourant

Qui n'appartient plus à la terre ?

Quand la voix des plaisirs t'appelle chaque jour,

Quand on n'a pas vingt ans comme toi, mon amour,

Pourquoi rester solitaire ?... »

« Tu demandes pourquoi ?... combien tu me fais mal !... »

Ingrat : ta Julia te préfère un bal !... »

Oh ! que de tels mots brisent l'âme !

Tu sais bien que mon cœur n'aima jamais que toi,

Et qu'un affreux désert serait le ciel pour moi,

Si nos jours y mêlaient leur trame ?... »

« Depuis qu'un soir d'automne, aux pieds d'un simple autel,

Un prêtre nous unit au nom de l'Éternel,

Quatre fois a verdi la plaine,

Et, malgré tous les maux qui nous ont abreuvés,

De longs jours de bonheur que nous avions rêvés,

Ami, la coupe est encore pleine !

« Va ! plus tu souffriras, plus nos cœurs s'aimeront !

Si le vent de la mort faisait pâlir ton front,

Je prierais le Dieu qu'on adore,

Il nous réunirait dans un même linceul,

Afin que, sous la tombe, où l'on a froid tout seul,

Mon souffle te réchauffe encore... »

BRINS D'HERBE, poésies par Elise Moreau et

Honoré Arnoul.

## THÉÂTRES, FÊTES, CONCERTS.

## Comédien et Cabotin.

Le comédien honore l'art ; le cabotin tend à le déconsidérer. Le comédien est l'ennemi naturel du cabotin, et cependant le cabotin l'appelle son camarade.

Le grand art du comédien consiste moins à se placer toujours en relief, qu'à savoir s'effacer à propos. On ne peut guère briller en première ligne qu'après avoir disparu dans le vague des seconds et troisièmes plans. Cet art n'est point enseigné par les livres, c'est le public qui doit l'apprendre à l'acteur. Quand je dis le public, j'entends la masse du peuple. Un homme du peuple juge presque toujours de travers. Plusieurs hommes du peuple réunis jugent bien, parce qu'ils viennent au théâtre pour s'amuser un moment ; ils n'apportent aucune passion, aucune antipathie particulière, aucune préférence. Pourvu qu'ils rient ou qu'ils pleurent, ils n'en demandent pas davantage, ils sont heureux. Quand le peuple applaudit, c'est qu'on a parlé à son cœur.

Beaucoup d'acteurs ne s'aperçoivent de leur manque de talent que quand des journaux maladroits ont fait d'eux un pompeux éloge. Rien n'est redoutable comme un bravo pour le cabotin ; c'est une douce et bien lourde chose, parce qu'il faut continuer à justifier les félicitations qu'on a reçues, ou bien s'accuser d'impuissance.

Le comédien sait toujours son rôle avant de quitter la coulisse ; s'il n'en était pas sûr, il ne jouerait pas.

Le cabotin compte beaucoup sur le souffleur ; il sait à peu près son rôle et n'oublie jamais de l'étudier avant d'entrer en scène.

Le comédien a souvent la fièvre.

Le cabotin est toujours frais et dispos.

A chaque phrase on sent jaillir de chaudes étincelles de la poitrine du comédien.

Le cabotin remplit l'office d'une horloge ; il fonctionne comme un ressort, il a des larmes toujours prêtes et des rires à sa disposition.

La pièce finie, le comédien est trempé de sueur ; le cabotin s'arrête sans fatigue. Le pendule a clos ses oscillations.

Celui-ci s'appellera sans cesse M. Saint-Amour, — M. Saint-Christophe, — Saint-Luc ou Saint-Thomas ; — celui-là s'appellera un jour Larive, Lekain, Talma.

J'ai entendu, dans certains lieux, dire que ces deux professions étaient identiques ; moi je les crois très antipathiques.

A...

JARDIN D'HIVER, aux Champs-Élysées. — Promenades de jour. — Marché aux fleurs permanent. — Cabinet de lecture gratuit. — Salles d'exposition. — Concerts. — Prix d'entrée, 1 fr.

— CHATEAU-ROUGE, chaussée Clignancourt, à Montmartre. — La foule élégante se porte les dimanches, lundis, jeudis et samedis au Château-Rouge. — La prise de la Bastille, musique de Fessy et feux d'artifice de Ruggieri, est d'un effet saisissant. Tout le monde voudra jouir du spectacle curieux de cet épisode national. — Prix d'entrée : 2 fr.

— PANORAMA, Champs-Élysées. — Bataille d'Eylau, par Ch. Langlois, visible tous les jours de neuf heures à minuit.

## Logogriphe.

Je suis une douce liqueur,  
Et bien que partout l'on me vante  
On prise fort peu ma valeur.  
Otez un pied, de liqueur bienfaisante  
Je deviens animal méchant,  
Hargneux sans cesse et toujours dégoûtant.  
Singulière métamorphose,  
L'on me recherche cependant !  
Retranchez mon second, ajoutez quelque chose,  
Et je deviens au même instant  
Soit à la campagne, à la ville,  
De toute habitation meuble le plus utile.  
Mutilez-moi de certaine façon  
Je suis plante commune, et, dans votre cuisine,  
Je fraternise avec l'oignon,  
Et mon odeur souvent vous fait faire la mine.  
Avec deux pieds je suis pétillante liqueur  
Qui réchauffe et vous met en joie.  
Que vous dirai-je encor, intelligent lecteur ?  
Vous êtes déjà sur la voie,  
Ajoutez vite un L, et par ce changement  
Vous me rendez Turc ou Persan.

Le mot de l'énigme, insérée au dernier numéro, est : Racine.

Le Rédacteur en Chef, HONORÉ ARNOUL. — Le Gérant, GUSTAVE SIAUVE.

Imprimerie MAULDE et RENOT, rue Bailleur, 9 et 11.

## ANNONCES.

La publicité, comme le dit si bien Adam Smith, est l'âme du commerce et de l'industrie, c'est le moyen par lequel le producteur se fait connaître au consommateur ; et le mode de publicité le plus prompt, le plus étendu, le plus commode et en même temps le moins dispendieux, est celui qui s'opère par les annonces dans les journaux. Les affiches, par exemple, coûtent considérablement plus cher et ne procurent cependant pas une publication aussi assurée.

L'annonce, protégée par le Journal, est un *com-mis voyageur* qui va sans cesse et sans importunité frapper à la porte du consommateur et lui exposer les prix, l'espèce et les qualités de sa marchandise. Il faut réellement que l'annonce ait quelques avantages sur tout autre moyen de publicité, puisque l'Angleterre, la nation la plus industrielle du monde, l'a choisie pour représenter son commerce et son industrie.

Mais, pour obtenir des résultats réels et avantageux, il ne faudrait pas que les journaux se fissent les prôneurs du charlatanisme et des faiseurs de dupes. Il faut, au contraire, sous quelques formes que ceux-ci se présentent, de quelques noms qu'ils se couvrent, les frapper sans pitié et sans relâche, et désabuser sur leur compte les familles honnêtes, où plus d'un exemple récent nous a montré qu'ils peuvent quelquefois porter la ruine.

Aussi, l'*Echo du Peuple* apportera dans le choix de ses annonces l'esprit de moralité qui doit présider à toute sa rédaction. Il se fera intermédiaire entre le bailleur et le preneur, le marchand et le consommateur, mais jamais le complice de la fraude, et l'instrument de la duperie ; et l'administrateur de ce journal n'admettra jamais, sans un examen consciencieux, les insertions, réclames ou annonces qui lui seraient adressées de la localité ou d'ailleurs.

## Associations sur la Vie,

## LA PRÉVOYANCE

Autorisée par Ordonnance des 28 avril 1820, 20 mars 1821, 19 novembre 1828

et 20 août 1842.

RUE SAINTE-CROIX D'ANTIN.

Les opérations faites depuis la fondation de l'établissement jusqu'à l'application de l'ordonnance modificative du

20 août 1842, se sont élevées à 12,012 souscripteurs pour	19,463,300 fr. » c.
En 1843, — 3,218 —	3,148,136 »
En 1844, — 10,934 —	10,005,822 83
En 1845, — 12,253 —	12,024,601 19
En 1846, — 13,940 —	15,148,617 46
En 1847, — 13,407 —	14,016,308 79
En 1848, janvier seulement 1,505 —	1,517,767 25

**CONFECTION** à prix réduits de tous vêtements d'homme, habits-paletots, gilets, pantalons, tuniques de garde nationale, etc.

11, rue Fortin, aux Batignolles.

**AVIS.** Une demoiselle de trente ans, fille d'un vieux capitaine de la République et de l'Empire, d'un physique agréable, élève de la maison de Saint-Denis, sans fortune et sans parents, désirerait trouver un emploi en qualité de sous-maitresse dans un pensionnat. Elle préférerait l'éducation particulière d'une ou plusieurs jeunes personnes. S'adresser au Bureau du Journal.

**AVIS.** MM. les souscripteurs de la *Prévoyance* sont prévenus qu'aux termes des statuts, ils doivent fournir un certificat de vie, pour établir leurs droits dans les Sociétés dont la liquidation est ouverte depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1848. — Ils doivent transmettre cette pièce indispensable, dûment légalisée, à la Direction générale, 7, rue Sainte-Croix d'Antin.

Le 30 juin, la liste sera close, arrêtée, et les sociétés qui n'auraient pas fait cette production seront déchues de tout droit aux fonds à répartir. Le même avis s'adresse aux souscripteurs à terme fixe de l'Agence générale, séries de quinze et de dix ans arrivées à la liquidation.

On désire acquérir une Maison avec jardin aux Batignolles-Montmartre, la Chapelle, Asnières, Rueil, ou aux environs de ces localités, dans les prix de 10 à 12,000 fr. S'adresser au Bureau du Journal.

Rue de l'Écluse, 33, aux Batignolles, au coin de la rue des Dames.

## TABLE D'HOTE

Servie à six heures précises. — Prix, 1 fr. 25 c.

DÉJEUNERS à 1 fr.

Le service est fait promptement.

## TRAITÉ

Sur la nature et la guérison

DES

## MALADIES DE LA PEAU,

Où se trouvent exposés les avantages d'un *traitement végétal dépuratif et rafraîchissant*.

Par le Dr BELLIOU.

Paris, chez l'Auteur, 32, rue des Bons-Enfants.